

SABOTAGE FERROVIAIRE SUR LA LIGNE VARSOVIE-LUBLIN (MIKA, GOŁĄB)

Les 15 et 16 novembre 2025, une charge explosive a endommagé les voies près de Mika et la caténaire a été endommagée près de Gołąb, sur la ligne ferroviaire no 7 (Varsovie–Dorohusk). Le Premier Ministre Tusk a parlé d'un acte de sabotage sans précédent ; selon le parquet, il a été commis pour le compte du renseignement russe.

UKRAINE EVIDENCE HUB
AU-DELÀ DE L'UKRAINE
AU 15 OCT. 2026

DEGRÉ DE PREUVE

ATTRIBUTION OFFICIELLE

Un gouvernement, un procureur, l'UE, l'OTAN ou un organe de l'ONU a formellement désigné la Russie, ses services ou ses forces soutenues par l'État. Il s'agit d'une position de cette autorité, non d'un jugement.

QUI L'A ÉTABLI

Le Parquet national polonais a inculpé le 19 nov. 2025 deux ressortissants ukrainiens (Oleksandr K., Yevhenii I.) de sabotage à caractère terroriste pour le compte du renseignement de la Fédération de Russie ; le gouvernement a publiquement attribué l'attaque aux services russes.

DERNIÈRES NOUVELLES

Les deux auteurs directs présumés ont fui au Bélarus ; la Pologne a demandé leur extradition. Un complice présumé (Volodymyr B.) a été arrêté le 20 nov. 2025 et inculpé. Aucun procès signalé à oct. 2026.

LIEN AVEC LA GUERRE CONTRE L'UKRAINE

La ligne no 7 est un axe clé d'approvisionnement de l'Ukraine via Dorohusk.

SOURCES

B Parquet national polonais : actes de sabotage sur la ligne ferroviaire n° 7 · 2025-11-21
<https://www.gov.pl/web/prokuratura-krajowa/dywiersja3>

C Kyiv Independent : La Pologne inculpe un autre Ukrainien soupçonné de sabotage ferroviaire soutenu par la Russie · 2025-11-24
<https://kyivindependent.com/poland-charges-ukrainian-over-suspected-russian-backed-railway-sabotage/>

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Traiter le sabotage sur votre territoire comme faisant partie de la guerre de la Russie contre l'Ukraine et ceux qui la soutiennent.
- Partager les preuves par-delà les frontières ; soutenir Eurojust et les équipes communes d'enquête.
- Sanctionner les unités du GRU et les recruteurs à l'origine des opérations.

Le statut suit quatre degrés de preuve : décision de justice · attribution officielle · mis en accusation · soupçonné (les cas soupçonnés ne figurent que sur la page en ligne). Niveau A = juridictions, organes de l'ONU, organisations internationales · B = gouvernements, parquets · C = médias et enquêteurs. Rectificatifs : evidence@ukraine-evidence.org



page en ligne ·
rectificatifs